

4 novembre 1873

renversé, on ne trouverait personne pour les remplacer et que dans ce cas, la prospérité, le progrès et l'activité du pays seraient presque totalement interrompus; que les fruits de la terre cesseraient presque de mûrir et que la nature, paralysée par un tel choc, en oublierait presque ses fonctions. Je pense, en fait, que bien des gens ne comprennent pas ou ne mesurent pas vraiment la richesse et les ressources de ce pays, l'énergie, l'esprit d'entreprise et l'intelligence de nos compatriotes. Je crois que si, sous l'effet de quelque brutale calamité, tous les députés de cette Chambre basculaient soudain dans l'éternité, il ne se passerait pas 12 mois avant qu'une autre session ne débute avec, à chacune de nos places, des hommes peut-être plus sages et meilleurs que nous ne le sommes.

Monsieur l'Orateur, il ne m'appartient pas, même si je le pouvais, d'essayer d'influencer les honorables députés de ce côté-ci de la Chambre qui appuient le gouvernement, ni d'accuser certaines personnes, comme on l'a fait, de malversations et de méfaits, ou encore de trahison de la confiance qui leur avait été accordée. Je ne m'étendrai donc pas sur le montant versé pour acheter 27 personnages mémorables ou peut-être mythiques, ni sur ceux que l'on a accusés d'agir uniquement dans leurs propres intérêts, et de n'accorder leur appui qu'en échange de faveurs ou de privilèges.

Je sais qu'il existe de nombreux hommes honorables, généreux et consciencieux qui, par souci de loyauté à leur parti, par attachement et dévotion à leur chef, par esprit chevaleresque, n'abandonneront pas un homme en une telle extrémité et s'accrocheront tenacement à l'épave de leur parti en train de sombrer. Je respecte et j'estime ces hommes; je crains seulement qu'ils ne laissent ces nobles sentiments les rendre aveugles à la situation du pays et à la leur propre dans cette grave crise; je dis aussi qu'il existe d'autres hommes tout aussi honorables, généreux et consciencieux qui, par sens du devoir, par honnêteté, et par droiture, en dépit de toutes les invectives dont ils ont pu faire l'objet, ont eu la noblesse de renier les liens avec leur parti et leurs associations politiques. Je respecte tout autant ces hommes, et même si l'on peut les accuser d'avoir déserté leur ancien parti et leurs anciens principes, et, comme on l'a dit, de traquer jusque dans ses derniers retranchements moraux leur ancien chef, ces hommes peuvent dire haut et fort, même si ces accusations sont vraies, comme le disait le noble Romain : « Nous l'avons fait non pas parce que nous aimons moins César, mais parce que nous aimons Rome plus encore ».

Monsieur l'Orateur, si par le plus grand des malheurs pour l'honneur et la grandeur de notre pays, ce dont je doute, il arrivait qu'une majorité de cette Chambre ferme les yeux sur les méfaits du gouvernement en appuyant celui-ci, je désespérerais de mon pays, et heureusement je suis certain, en dépit de ce que peut penser l'honorable député de Pictou (l'hon. M. McDonald) que nous pouvons confier en toute sécurité aux personnages dont nous sommes les serviteurs la tâche de maintenir l'honneur et la réputation de notre pays. Ce que je souhaite, et ce que le pays réclame, je crois, c'est un gouvernement honnête, pur et droit, composé de compatriotes compétents et généreux, pour lesquels les intérêts et l'honneur du pays passent avant les exigences ou les

succès de partis, et qui, avec toute l'énergie, la rapidité et zèle permis par les finances du pays, œuvrent à l'accomplissement des grands travaux actuellement entrepris ou envisagés, ces grands travaux essentiels au commerce et au développement de notre pays. Je suis tout à fait prêt à donner à un tel gouvernement mon appui le plus chaleureux. Je pense que dans mes propos je n'ai rien dit d'antiparlementaire ou d'insultant pour quelqu'un; si cela a été le cas, je ne l'ai pas fait exprès. Je me suis contenté de dire en toute honnêteté et en toute conscience que je ne pouvais plus accepter ni appuyer le gouvernement que nous avons aujourd'hui. (*Vives acclamations.*)

M. SMITH (Selkirk) s'explique sur sa situation en ce qui concerne la compagnie du chemin de fer du Pacifique et déclare qu'il considère que tous les directeurs devraient être britanniques et qu'aucun des directeurs ne devrait avoir plus d'une procuration. Pour ce qui est des transactions entre le gouvernement et sir Hugh Allan, il ne pense pas que le premier ministre ait pris l'argent dans une intention malhonnête. Il sait que sir Hugh Allan a eu tellement peu d'enthousiasme à une époque pour l'entreprise du chemin de fer qu'il pensait vraiment renoncer à la charte. Sir Hugh lui avait dit que si la proposition présentée se concrétisait, il ne l'accepterait pas. Dans tous les cas dont il a eu connaissance, les conditions imposées à sir Hugh Allan ont été de plus en plus dures. (*Acclamations du côté gouvernemental.*) Il parle alors des affaires du Manitoba et déclare que la situation y est regrettable. Il estime que le chef du gouvernement était incapable de toucher de l'argent d'Allan à des fins malhonnêtes.

Il serait prêt à voter pour l'amendement du député de Pictou (l'hon. M. McDonald) (*applaudissements bruyants sur les bancs du gouvernement.*) s'il pouvait le faire en toute conscience. (*Applaudissements et rires sur les bancs de l'opposition.*) Ce n'est qu'à regret qu'il s'estime dans l'impossibilité de le faire. Il ne pense pas par ailleurs, répète-t-il, que l'on ait jamais eu l'intention d'accorder cette charte à sir Hugh Allan en échange de son argent; mais, accepter de l'argent d'un homme d'affaires qui attend quelque chose, est absolument inacceptable. (*Applaudissements.*) Il n'est pas possible que le pays, c'est une question d'honneur, tolère d'être gouverné par une équipe sur laquelle plane ne serait-ce que l'ombre d'un soupçon de ce type, et pour cette raison il n'est pas en mesure de voter en faveur de l'amendement du député de Pictou. (*Applaudissements.*)

L'hon. M. POPE (Prince Comté) estime qu'il serait contraire à son devoir d'acquiescer sans mot dire. Il pense que la politique du très honorable chef du gouvernement a été une réelle promotion des intérêts du pays. Il énumère ensuite toute une liste de détails concernant le scandale du Pacifique, pour conclure qu'il est d'accord avec la voie suivie par le gouvernement dans son action.

Il regrette qu'il n'y ait pas unanimité entre les députés de l'Île-du-Prince-Édouard, puisqu'ils auraient pu obtenir plus pour leur province s'ils avaient été unis. Il ne pense pas, par ailleurs, que les preuves présentées devant la commission corroborent les accusations lancées contre les dirigeants. Il regrette que le Premier